

Les mesures de lutte contre les VBG



Harouna KIEMTORE
Spécialiste en Genre et Développement

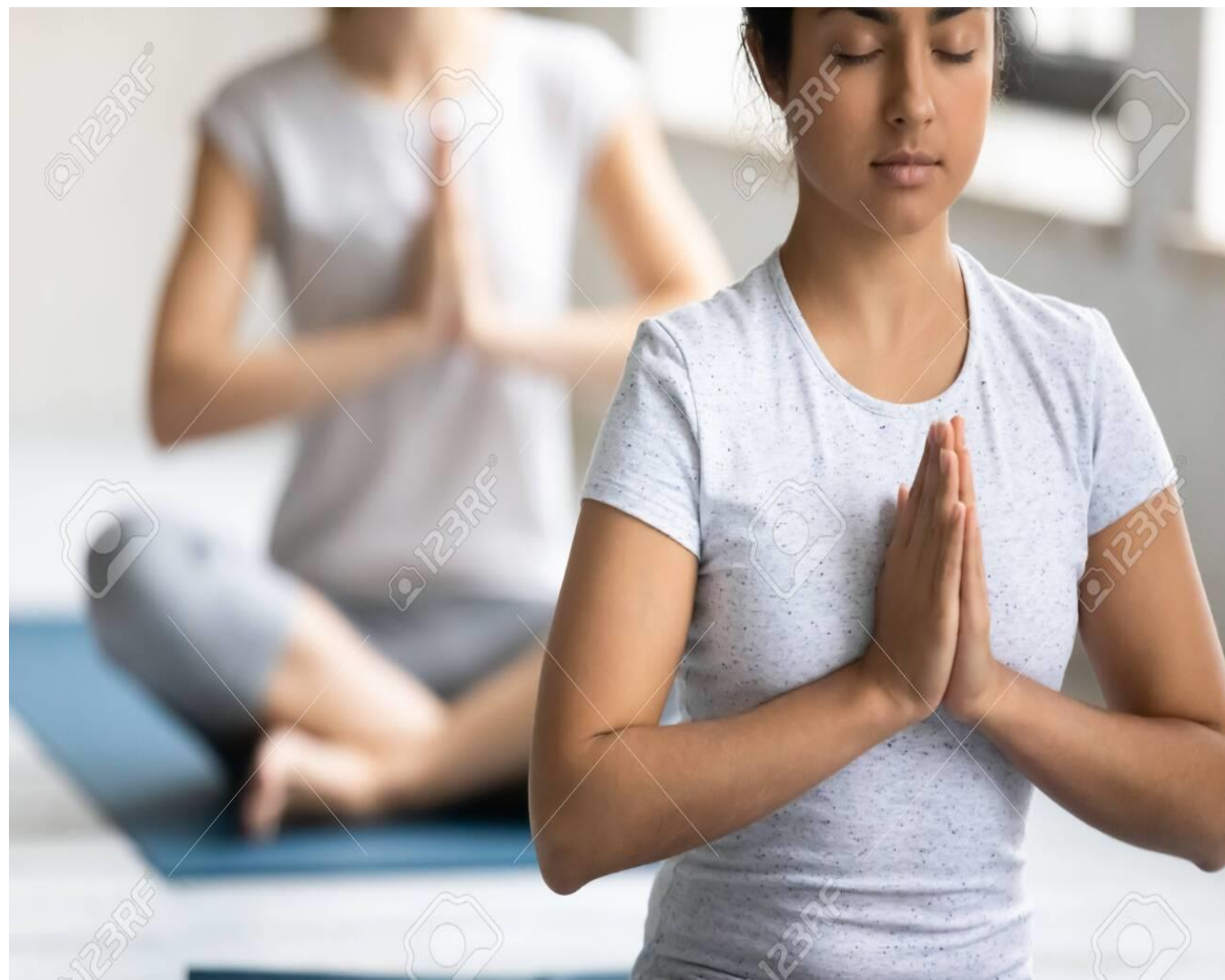


Plan :

- **Comprendre le lien entre pouvoir et VBG;**
- **Politiques et institutions de lutte contre les VBG (exemple du Burkina Faso);**
- **Les instruments juridiques**



Les types de pouvoir et les VBG



le pouvoir à l'intérieur de soi-même,

Qui renvoie au regard porté sur soi et sur les autres. C'est une forme de force spirituelle unique à chaque être qui s'accepte et se respecte, et qui est en mesure d'accepter et de respecter l'autre;



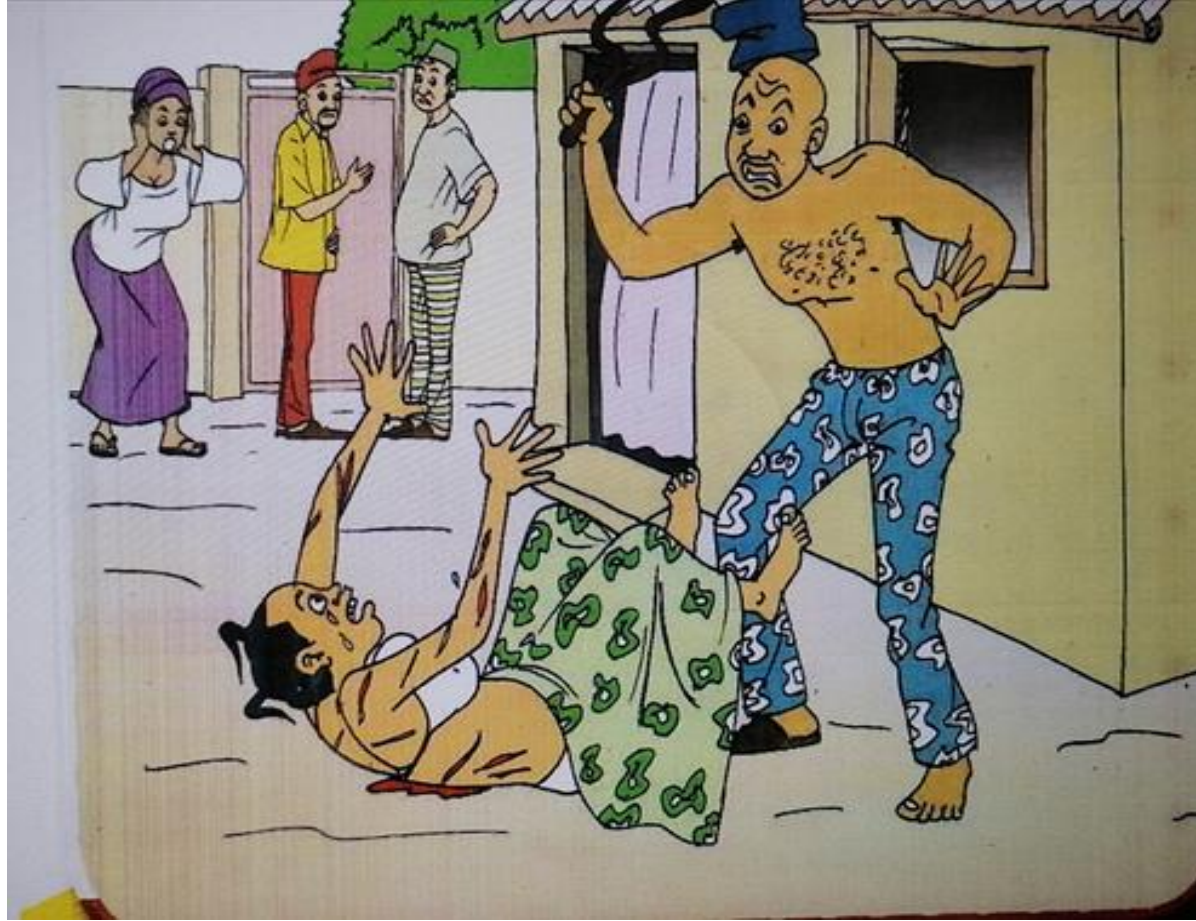
le pouvoir d'agir ou pouvoir de compétence :

Qui consiste en un pouvoir créateur qui rend la personne apte à accomplir et réussir une action, à résoudre un problème ou à développer ses compétences



le pouvoir avec les autres;

Qui est fondé sur le principe qui dit que le tout est plus grand que la somme des parties. Il consiste à collectiviser un problème, dont la solution repose sur l'union des forces pour l'atteinte d'un but commun.



le pouvoir sur quelqu'un ou pouvoir de coercition

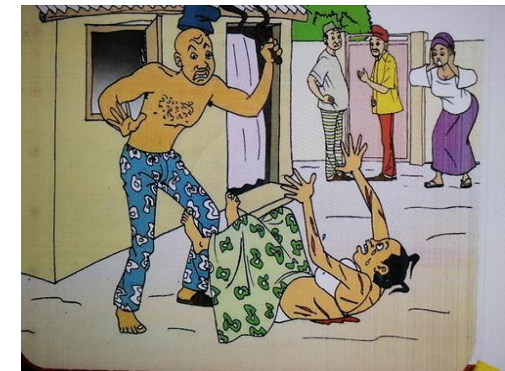
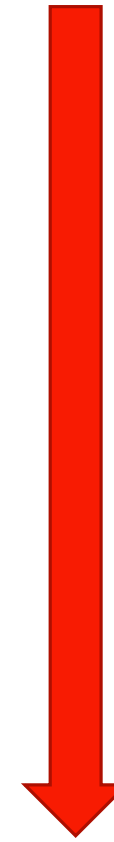
Qui est généralement fondé sur les menaces, la punition, la violence et l'intimidation.

Le pouvoir peut être utilisé négativement ou positivement. Les 3 premiers sont les pouvoirs qui peuvent être utilisés positivement. Le pouvoir peut être utilisé par tout le monde indépendamment du sexe.

Le « **pouvoir sur** » est une façon négative d'utiliser le pouvoir. L'exercice du « pouvoir sur » une personnes du fait de son sexe renvoie aux VBG. « Le pouvoir sur » se manifeste au domicile par « le dernier mot revient à l'homme »; « La soumission de la femme au foyer est un devoir conjugal sacré »; « La maison familiale et ancestrale est léguée au fils aîné » etc.

Le pouvoir sur » est donc la sources des VBG qui affectent le plus souvent les femmes au regard des relations de genre et les inégalités de genre

La lutte contre les VBG
repose donc sur :



Harouna KIEMTORE
Spécialiste en Genre et Développement



- **Politiques et institutions de lutte contre les VBG (exemple du Burkina Faso);**



- **Les politiques et stratégies**
- **Exercice**

Chaque participant.e est invité.e à :

- identifier et décrire les politiques et stratégies au niveau de son pays favorables à la lutte contre les VBG ;
- Identifier les différentes institutions de pilotage de ces politiques et stratégies;
- Expliquer quelques bonnes pratiques en matière de lutte contre les VBG dans vos pays et proposer, selon ses propres expériences, d'autres mesures qui seraient aussi probantes.



- **Les politiques et stratégies forables à la lutte contre les VBG**



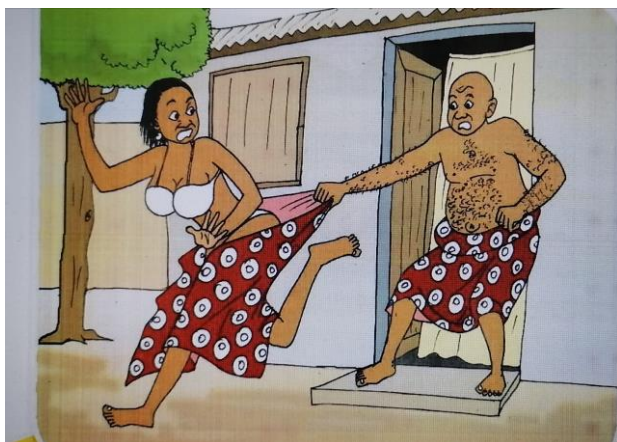
- **Les institutions de pilotage et de mise en œuvre**



- **Les mesures de lutttes déjà expérimenté et celles potentiellement probants en matière de lutte contre les VBG**



la prévention des VBG



Harouna KIEMTORE
Spécialiste en Genre et Développement



la prévention

La notion de prévention des VBG décrit l'ensemble des actions , des attitudes et comportements qui doivent être promus de nature à éviter la survenue d'une VBG, d'atténuer ses conséquences sur la victime ou encore de rompre le cycle.

La prévention vise donc les causes plus que les conséquences.

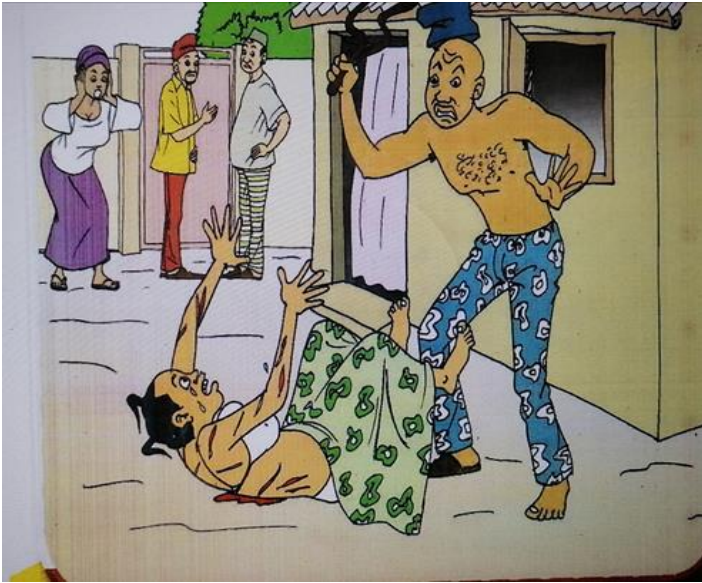
Il s'agit donc à travers de mesures de sensibilisation, de formation et d'information de lever les barrières liées à l'ignorance, à l'influence de certaines cultures et aux faiblesses au niveau institutionnel .



Session II

la repressions

Harouna KIEMTORE
Spécialiste en Genre et Développement



La répression est de ressort de la justice et du juge.

Elle porte donc sur l'application de la loi en tenant compte de l'environnement et des circonstances dans lesquelles la VBG a été commise.

procédures pénales et civiles exemple du BF

Structures spéciales au BF

- Il est institué au sein de chaque tribunal de grande instance, une chambre chargée de la répression des violences à l'égard des femmes et des filles. Cette chambre a une compétence exclusive en matière de violences à l'égard des femmes et des filles et de prise de mesures de protection des victimes. Les décisions rendues peuvent faire l'objet d'opposition, d'appel, ou de pourvoi en cassation devant les juridictions de droit commun (article 37).
- Il est créé au sein de chaque unité de la police et de la gendarmerie nationale des structures spéciales et l'organisation et le fonctionnement de ces cellules sont fixés par voie réglementaire.
- Il est créé au sein de chaque commune un centre de prise en charge et de protection des femmes et des filles victimes de violences.



- Un fonds d'appui à la prise en charge des femmes et des filles victimes de violences est créé en vue d'assurer la viabilité financière des mesures et structures de prise en charge des femmes et des filles victimes de violences.
- Un fonds d'assistance judiciaire aux femmes et aux filles victimes de violences, est créé afin d'accompagner les victimes dans les procédures judiciaires.

- L'Etat veille à la création de centres de prise en charge intégrés. Ces centres accueillent en urgence les victimes, leur offrent la sécurité, leur assurent une prise en charge médicale gratuite, un accompagnement psycho-social et éventuellement une orientation vers les instances judiciaires
- L'Etat met en place des cellules d'écoute et d'accompagnement de proximité en faveur des femmes et des filles exposées aux violences. Les femmes victimes de violences particulièrement les filles menacées de mariage forcé ou arrangé, les filles placées, abusées sexuellement, sont prioritaires dans les centres d'accueil.
- **Peuvent également créer des structures d'accueil à l'image de celles de l'Etat, les organisations de défense des droits humains, les autorités coutumières et religieuses (Article 51).**
- Dans le but d'assurer le suivi-évaluation des violences à l'égard des femmes et des filles, **il est créé un observatoire national chargé de l'élaboration d'un plan national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles.** L'observatoire national est placé sous la tutelle du ministère de la Promotion de la femme.

La dénonciation

Toute personne ayant connaissance qu'une violence est en train d'être commise ou a été commise à l'encontre d'une femme ou d'une fille **doit en informer la police, le Procureur du Faso, ou tous services ou institutions compétents.**

Toute femme ou fille victime de violences telles que définies dans la présente loi **peut saisir par voie de plainte ou par tous moyens les autorités compétentes. Les autorités saisies sont tenues de donner suite auxdites saisines**(article 17). Une responsabilité au niveau professionnel.

Devant les juridictions compétentes la victime, si elle n'a pas les moyens de se procurer un avocat, **est assistée par un avocat commis d'office.** Elle peut également se faire représenter par une personne de son choix ou par une association agréée de défense des droits humains, en cas d'empêchement ou en cas de vulnérabilité extrême constatée médicalement (**article 21**).

Lorsqu'un officier de police judiciaire des structures spéciales est informé de la commission d'une violence sur la personne d'une femme ou d'une fille, **il procède conformément aux dispositions du code de procédure pénale.**

LES SANCTIONS

Le plus souvent la femme ne veut pas faire emprisonner son mari surtout lorsqu'il est le père de ses enfants. La sanction civile va consister pour elle à réclamer le remboursement des frais engagés suite à la violence ainsi que des dommages intérêts pour la réparation des multiples préjudices subies.

1. Remboursement des frais et dommages et intérêts

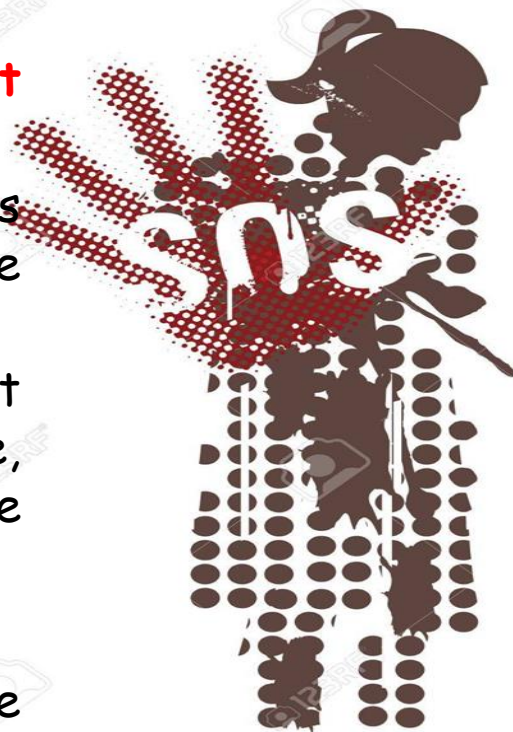
La femme doit apporter la preuve des dépenses effectuées suite à la violence pour en demander le remboursement.

S'agissant des dommages intérêts, il faut faire tout d'abord la preuve de la violence puis, celui du préjudice, et enfin, établir le lien direct entre la violence et le préjudice.

2. Possibilité de mettre fin à la vie commune

Plusieurs possibilités s'offrent à la femme en cas de violation de ses droits.

- ✓ **La résidence séparée**
- ✓ **La séparation de corps**





1- Violences physiques et sexuelles

Exemple:

Le rapt est défini par l'article 513-2

Constitue un rapt, le fait pour une personne d'enlever de force une femme ou une fille en vue de lui imposer le mariage ou une union sans son consentement.

Est puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, tout auteur de rapt.

Lorsque l'auteur du rapt s'est livré à des sévices sexuels ou à un viol sur la victime, la peine est un emprisonnement de cinq ans à dix ans et d'une amende de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA.



1- Violences physiques et sexuelles

Les
sanctions
pénales

Exemple:

Le rapt est défini par l'article 513-2

Constitue un rapt, le fait pour une personne d'enlever de force une femme ou une fille en vue de lui imposer le mariage ou une union sans son consentement.

Est puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, tout auteur de rapt.

Lorsque l'auteur du rapt s'est livré à des sévices sexuels ou à un viol sur la victime, la peine est un emprisonnement de cinq ans à dix ans et d'une amende de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA.

Les sévices ou des tortures sexuels (article 513-3)

Constituent des sévices ou des tortures sexuels le fait d'introduire une substance dans les organes génitaux d'une femme ou une fille, ou d'appliquer un objet ou une substance sur les seins d'une femme ou d'une fille en vue de lui infliger des brûlures, des lésions ou des souffrances.

Est puni d'une peine d'emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, quiconque commet des sévices ou des tortures sexuels.

Le délit d'esclavage sexuel (article 516-4)

Constitue un délit d'esclavage sexuel, le fait de conduire par la contrainte une fille ou une femme à se soumettre ou à s'adonner à diverses pratiques sexuelles.

Est puni d'une peine d'emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de un million (1 000 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA, quiconque commet le délit d'esclavage sexuel.



Le harcèlement sexuel

Le code pénal ne prévoit pas le harcèlement sexuel comme infraction spécifique commise à l'endroit de la femme ou de la fille. Aussi bien les femmes et les hommes peuvent faire l'objet de harcèlement.

Aux termes de l'article 533-9: Le harcèlement sexuel est le fait d'imposer à une personne, de façon répétée, des propos ou comportements à connotation sexuelle qui, soit porte atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante.

Est assimilé au harcèlement sexuel le fait, même non répété, d'user de toute forme de pression grave, dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, pour soi-même ou au profit d'un tiers.



Le harcèlement sexuel est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à trois ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA.

La peine est un emprisonnement de trois ans à cinq ans et une amende de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA lorsque les faits sont commis :

par une personne qui abuse de l'autorité que lui confère ses fonctions ;

sur un mineur de moins de dix-huit ans ;

sur une personne dont la particulière vulnérabilité due à son âge, à une maladie, à une infirmité, à une déficience physique ou psychique ou à un état de grossesse, est apparente ou connue de leur auteur.



Le viol et le viol conjugal

Selon l'article 533-10, le viol est tout acte de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit, commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise constitue un viol.

Le viol est puni d'une peine d'emprisonnement de sept ans à dix ans et d'une amende de six cent mille (600 000) à deux millions (2 000 000) de francs CFA.

Le viol entre partenaires intimes ou viol conjugal (Article 533-12)

Lorsque le viol est commis de manière répétitive sur une partenaire intime et habituelle avec qui l'auteur entretient des relations sexuelles stables et continues ou lorsque ladite partenaire est dans une incapacité physique quelconque d'accomplir une relation sexuelle, la peine est une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à six cent mille (600 000) francs CFA.



2- Violences morales et psychologiques

Elles se réfèrent à:

- l'atteinte aux droits de la santé sexuelle et de la santé de la reproduction de la femme ou de la jeune fille, la limitation de la jouissance de ces droits, au moyen de la contrainte, du chantage, de la corruption ou de la manipulation, notamment l'interdiction d'utiliser des méthodes contraceptives ;
- la répudiation ou les mauvais traitements infligés à une femme qui accouche d'un enfant de sexe non désiré par son époux ;
- les mauvais traitements infligés aux femmes stériles ;
- l'interdiction sans motifs tirés de l'intérêt ou de la stabilité du ménage, de rendre visite à ses parents ou de recevoir leurs visites ;
- l'interdiction sans raison fondée d'exercer une profession, de pratiquer une activité génératrice de revenus, une activité associative et politique





- le traitement inégalitaire des épouses dans le cadre d'un mariage polygamique. Est puni d'une peine d'amende de deux cent cinquante mille (250 000) à six cent mille (600 000) francs CFA, quiconque commet l'un des actes visés au présent article.
- Aux termes de l'article 513-6 : est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de six cent mille (600 000) à un million cinq cent mille (1 500 000) francs CFA quiconque chasse, renvoie, rejette ou inflige des mauvais traitements à une fille ou à une femme accusée ou soupçonnée de sorcellerie (exclusion pour accusation de sorcellerie)

3- Violences culturelles

Les mutilations génitales féminines :

Selon l'article 513-7: est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à dix ans et d'une amende de cinq cent mille (500 000) à trois millions (3 000 000) de francs CFA, quiconque porte ou tente de porter atteinte à l'intégrité de l'organe génital féminin par ablation, par excision, par infibulation, par insensibilisation ou par tout autre moyen.

Si la mort en est résulté, la peine est un emprisonnement de onze ans à vingt et un ans et une amende de un million (1 000 000) à cinq millions (5 000 000) de francs CFA.

Aux de l'article 513-8, les peines sont portées au maximum si l'auteur est du corps médical ou paramédical.

La juridiction saisie peut en outre prononcer contre lui l'interdiction d'exercer sa profession pour une durée qui ne peut excéder cinq ans.





Article 513-9 : Est puni d'une peine d'emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante mille (250 000) à un million (1 000 000) de francs CFA, quiconque à travers son discours, propos ou écrit publics, encourage les mutilations génitales féminines

Le mariage forcée/ précoce

Au sens du l'article 531-1, le mariage s'entend de toute forme d'union entre un homme et une femme, célébrée par un officier d'état civil ou célébrée selon les règles coutumières ou religieuses.

Selon l'article 531-4 : Est puni d'une peine d'emprisonnement de six mois à deux ans, quiconque contraint une personne au mariage.

La peine est un emprisonnement de un à trois ans si la victime est mineure. Le maximum de la peine est encouru si la victime est âgée de moins de treize ans.

Quiconque contracte ou favorise un mariage dans de telles conditions est considéré comme complice.



LES INSTRUMENTS JURIDIQUES

Harouna KIEMTORE
Spécialiste en Genre et Développement

Aperçue historique du droit des femmes

- L'engagement des Organisations féminines au temps de la société des nations a été déterminant dans l'histoire des droits des femmes.
- Le combat du Conseil International des Femmes (CIF) créé en 1888, et l'Alliance Internationale des Femmes(AIF) créée en 1904 ont abouti à la création en 1937 du Comité d'experts de la Société des Nations sur le statut juridique des femmes qui est à la base de la commission de la condition de la femme (CCF)

- En 1948, des femmes membres de la CIF et de l'AIF participent à l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'homme et contribuent à ce que l'article premier stipule « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits » au lieu de « tous le hommes »
- Une troisième organisation créée en 1945 à Paris, la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF) propose en 1972 l'idée d'organisation d'une année internationale de la femme de 1975.
- en 1979, l'ONU adopte la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (CEDAW) intégrant ainsi « les principes des droits des femmes et l'égalité des sexes dans les dispositions du droits international »

- En 1995 le programme d'action de Beijing, adopté lors de la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes a inscrit comme objectif majeur « l'élimination de toutes les formes de violences à l'égard des femmes »

Instruments internationaux

| Conventions Internationales | Droits Fondamentaux Reconnus |
|--|---|
| La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (DUDH) du 10 décembre 1948 | reconnaît à l'homme et à la femme les mêmes droits et devoirs. |
| <ul style="list-style-type: none">• Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques du 16 décembre 1966, ratifié par le Burkina Faso le 04/01/1999 | <ul style="list-style-type: none">• le droit à la vie, le droit à la liberté et à la sécurité de la personne, le droit à une égale protection de la loi, le droit de ne subir de discrimination sous aucune forme, l'égalité de droits et des responsabilités des époux au regard du mariage, |

• **Pacte International relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels, ratifié par le Burkina Faso le 04/01/1999**

- Le droit de ne subir de discrimination sous aucune forme,
- le droit au travail et le droit qu' a toute personne de jouir de conditions de travail juste et favorable,
- le droit à un salaire équitable et à une rémunération égale sans distinction aucune,
- le droit qu' a toute personne de jouir d'un meilleur état de santé physique et mentale qu'elle soit capable d'atteindre, le droit de toute personne à l'éducation.

Convention sur
l'Élimination de
toutes les formes de
Discrimination a
l'Égard des
Femmes (CEDEF),
adoptée le 18
décembre 1979 et
ratifiée par le
Burkina Faso le 28
novembre 1984

- Le droit à l'égalité devant la loi,
- le droit à la nationalité (ni le mariage avec un étranger, ni le changement de nationalité du mari pendant le mariage ne change automatiquement la nationalité de la femme),
- le droit à voter à toutes les élections, le droit d'exercer toutes les fonctions publiques à tous les échelons du gouvernement, droits égaux à ceux des hommes en ce qui concerne l'éducation,
- le droit à la protection de la santé (L'Etat doit prendre toutes les mesures appropriées afin d'assurer aux femmes les moyens d'accéder aux services médicaux, y compris ceux qui concernent la planification de la famille).

| | | |
|---|---|---|
| <p>Protocole (CEDEF), Burkina Faso 10/10/2005</p> | <p>Facultatif ratifié par le le</p> | <p>Le Burkina Faso reconnaît la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes en ce qui concerne la réception et l'examen de communication soumises en application de l'article 2.</p> |
| <p>Convention contre la Torture et autres peines ou traitements, cruels, inhumains ou dégradants, ratifié par le Burkina Faso le 04/01/1999</p> | | <p>Le droit à l'intégrité physique, le droit de non refoulement d'une personne en risque d'être soumise à torture dans le pays de renvoi, le droit de porter plainte devant les autorités compétentes, le droit d'obtenir réparation et d'être indemnisée, le droit à la protection légale.</p> |

**Convention relative aux
Droits de l'Enfant (CDE),
ratifié par le Burkina Faso
31/08/1990**

droit à la protection de la loi, droit à l'intégrité physique, droit à la participation, droit à la santé, droit à l'éducation, droit de bénéficier de la sécurité sociale, le droit au repos et aux loisirs, le droit de participer pleinement à la vie culturelle et artistique, le droit à être protégé contre l'exploitation économique, le droit à être protégé de toutes les formes d'exploitation sexuelle et de la violence sexuelle, droit à l'assistance juridique

Instruments régionaux

| Conventions Régionales | Droits Fondamentaux Reconnus |
|--|--|
| Charte Africaine des Droits de l'homme et des Peuples le 21 juin 1981 qui proclame l'égalité de l'homme et de la femme africaine., ratifié par le Burkina Faso le 21 septembre 1984 | Le droit à la non discrimination, le droit à l'égalité devant la loi, le droit à la vie, à l'intégrité physique et moral de la personne, le droit à la dignité, droit à la liberté et à la sécurité de sa personne, le droit à la justice, le droit à l'information, le droit à salaire égal pour un travail égal, le droit à la santé, le droit à l'éducation. Les peuples ont droit à la paix et à la sécurité tant sur le plan national que sur le plan international. |
| Protocole à la Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits des femmes en Afrique adopté le 11 juillet 2003, ratifié par le Burkina Faso le 09/08/2006. | Le protocole va plus loin que la CEDEF à travers l'introduction des concepts suivants, le droit à: la sécurité alimentaire (art. 15); un habitat adéquat (art. 16); un environnement sain et viable (art. 18); un développement durable (art. 19); les droits de la veuve (art. 20); et la protection spéciale des femmes âgées (art. 22). |

| | |
|---|--|
| <p>Charte Africaine des droits et du Bien-être de l'enfant, ratifié par le Burkina Faso 08/06/1992</p> | <p>Le droit à la non-discrimination, principe général de l'intérêt supérieur de l'enfant, le droit à la vie, le droit d'acquérir une nationalité, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, le droit à l'éducation, le droit au repos et aux loisirs, le droit à la participation, droit à la santé, le droit à la protection contre toute forme d'exploitation économique, le droit à la protection contre les pratiques négatives sociales et culturelles, y compris : les coutumes et pratiques qui constituent une discrimination à l'égard de certains enfants, pour des raisons de sexe ou autres raisons.</p> <p>Les mariages d'enfant et la promesse de jeunes filles et garçons en mariage sont interdits.</p> <p>Le droit à la protection contre toute forme d'exploitation ou de mauvais traitements sexuels, le droit de protection contre la traite de personnes</p> |
| <p>Protocole A/SP1/12/01 sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance. Supplémentaire du Protocole relatif au Mécanisme pour la prévention des conflits, la gestion, la résolution, maintien de la paix et la sécurité exécutif, signé par le Burkina Faso le 21/12/2001</p> | <p>Les États membres s'engagent à éliminer toutes les formes de discrimination et des pratiques néfastes contre les femmes.</p> <p>Des lois spéciales de lutte contre la traite des enfants et la prostitution des enfants doivent être décrétées dans chaque État membre</p> |

Instruments nationaux

| | |
|--|---|
| Le Code Pénal de 1996 | Article 132 : punit d'un emprisonnement de 1 à 5 ans et de l'interdiction de séjour toute discrimination à caractère racial, régional, religieux, sexiste ou de caste. Inclure les dispositions sur les coups et blessures au niveau conjugal ou non, les Mutilations génitales féminines, le viol, le mariage forcé et les abus sexuels. |
| Le Code des personnes et de la Famille de 1990 | Malgré l'interdiction du mariage forcé, le principe de l'égalité des droits et des devoirs entre époux, l'autorité parentale exercée conjointement par les deux époux, le Code de la Famille établit certaines dispositions discriminatoires à l'égard des femmes, par exemple : la polygamie, l'âge minimum pour contracter mariage est 20 ans pour les hommes et 17 ans pour les filles; la femme ne peut se remarier qu' à l'expiration d'un délai de viduité de 300 jours à compter de la dissolution du précédent mariage, les éléments qui comprennent le dossier du mariage (art. 253), de la nullité du mariage (art. 284). |
| Le Code du Travail de 2008 | Articles 3, 82 à 88 protège la femme salariée en état de grossesse et prévoit l'égalité salariale entre l'homme et la femme pour les emplois de même niveau. |

| | |
|--|--|
| la loi 049-2005/ AN du 5 décembre 2005, | portant santé de la reproduction. |
| la loi n°030-2008/AN du 20 mai 2008 | portant lutte contre le VIH/SIDA et protection des droits des vivant avec le VIH/SIDA, |
| Loi N° 061-2015/CNT du 6 septembre 2015, | PORTANT PRÉVENTION, RÉPRESSION ET RÉPARATION DES VIOLENCES À L'ÉGARD DES FEMMES ET DES FILLES ET PRISE EN CHARGE DES VICTIMES. |